

*La politique du lien. Les nouvelles dynamiques territoriales de l'économie sociale et solidaire*, Xabier Itçaina (dir.). Presses universitaires de Rennes, coll. « Espaces et territoires », 2010, 383 pages

Alain Penven

Number 319, January 2011

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1020812ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1020812ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association Recma

ISSN

1626-1682 (print)

2261-2599 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Penven, A. (2011). Review of [*La politique du lien. Les nouvelles dynamiques territoriales de l'économie sociale et solidaire*, Xabier Itçaina (dir.). Presses universitaires de Rennes, coll. « Espaces et territoires », 2010, 383 pages]. *Revue internationale de l'économie sociale*, (319), 116–118.  
<https://doi.org/10.7202/1020812ar>

prêtes à s'adapter à une nouvelle organisation du travail qui bousculerait les anciennes hiérarchies. Comme le déclare l'une d'elles : « *C'est bien, car tout le monde participe.* »

### **Tous ensemble!**

Les efforts pédagogiques de la déléguée régionale des Scop, venue en renfort, finissent cependant par produire leur effet, et c'est très majoritairement que le personnel se rallie au projet. Choix pragmatique plus que politique dans un premier temps, la voie coopérative apparaissant comme l'ultime moyen de sauver les postes de travail (« *Ça t'évite d'être au chômage* », dit prosaïquement une ouvrière). C'est la réapparition du patron qui va générer une véritable prise de conscience de la force du collectif et une adhésion plus forte aux valeurs mêmes de la coopération. Au cours d'une réunion houleuse, celui-ci lance une étrange proposition, dont on comprend qu'elle vise à lui permettre de reprendre les rênes de l'entreprise, tout en faisant mine de s'adosser à la coopérative. Pas dupe, le personnel refuse : « *On préfère la Scop, parce que la Scop, c'est nous.* » L'émancipation de la parole produite par le débat coopératif est désormais perceptible au fil des remarques glanées dans les ateliers : « *C'est la première fois qu'on nous demande notre façon de penser.* »

Pourtant, alors que la partie semblait gagnée, trois importants clients de Starissima annulent brutalement leurs commandes. Il semble que le patron éconduit ne soit pas étranger à cet ultime retournement de situation. Dès lors, c'en est fini du projet coopératif, déclaré non viable par les banques. Les banques coopératives ont-elles été sollicitées? Le documentaire ne le dit pas. La frustration du spectateur est grande, tant il aurait souhaité voir se concrétiser l'utopie sociale. Toujours est-il que l'échec de l'expérience renvoie chacun et chacune à la solitude du travailleur privé d'emploi, mais avec le sentiment, sans aucun doute réutilisable dans une autre vie professionnelle, de s'être enrichi d'une réflexion collective sur le sens du travail, du partage des responsabilités et des compétences.

Reste que le projet Scop a été l'occasion d'un apprentissage de la démocratie dans l'entreprise, d'une aspiration à se prendre en main, sur le lieu même où le travail a été exécuté pendant des décennies dans le respect des consignes données par une hiérarchie que l'on croyait inamovible. Faisant le pari de « *raconter le politique à partir de l'intime* », Mariana Otero livre là un beau témoignage sur des salariés ordinaires malmenés par le libéralisme, qui entrevoient la possibilité d'une émancipation par la voie coopérative. Gageons qu'à l'instar du travail documentaire de Raymond Depardon sur le monde agricole, celui-ci constituera une source précieuse pour les socio-historiens de demain qui s'intéresseront à l'étude des mentalités ouvrières du début du XXI<sup>e</sup> siècle.

*Patricia Toucas-Truyen* ●

### **La politique du lien**

#### **Les nouvelles dynamiques territoriales de l'économie sociale et solidaire**

Xabier Itçaina (dir.). Presses universitaires de Rennes, coll. « *Espaces et territoires* », 2010, 383 pages.

Aboutissement de programmes de recherche et d'un colloque soutenus par la Délégation interministérielle à l'innovation, à l'expérimentation sociale et à l'économie sociale (Diïeses), cet ouvrage collectif présente dix-huit contributions traitant des dynamiques territoriales de l'économie sociale et solidaire (ESS) à l'échelle locale (« *méso-économie territoriale* ») à partir de quatre entrées complémentaires que constituent la transformation des matrices territoriales, l'impact des actions publiques, la question des finances solidaires et la place de pratiques militantes des acteurs dans le développement territorial. Si l'approche pluridisciplinaire revendiquée et la comparaison régionale ou transnationale apportent un éclairage utile à la compréhension des enjeux territoriaux, la lecture de l'ouvrage donne au lecteur le sentiment d'une juxtaposition de positions différenciées nourries

par des légitimités disciplinaires et la diversité des terrains retenus. La recherche d'un axe de cohérence autour de la notion prometteuse de politique du lien contenue dans le titre n'est pas véritablement traitée dans l'ensemble de l'ouvrage. En revanche, ce recueil destiné à un public de spécialistes offre une grande richesse d'informations et d'analyses par sa capacité à mettre en lumière les dynamiques territoriales de l'ESS et leurs transformations contemporaines.

### **La transformation des matrices territoriales**

Ce chapitre interroge les relations entre les entreprises et mouvements de l'ESS et leur territoire d'implantation. Si l'ESS, dans ses développements spécifiques, peut être considérée comme le produit d'un territoire particulier, elle devient par sa structuration et sa consolidation un acteur de la construction de nouvelles territorialités. Les recompositions de secteurs concurrentiels comme la mutualité ou la « bancassurance » laissent apparaître des processus complexes de concentration, de déterritorialisation et de reterritorialisation de certaines fonctions de proximité. Dans les domaines d'activité dépendant des politiques sociales, de l'emploi et de l'insertion, la régulation administrative constitue une force de structuration territoriale, pour les associations notamment. De plus, la mise en œuvre de politiques publiques de soutien à l'ESS se traduit par une incitation à la transversalité territoriale afin de corriger les logiques verticales et sectorielles. L'ESS devient ainsi pour les pouvoirs publics un acteur partenaire du développement économique et social local. Si un renouveau du mouvement coopératif est observé dans les domaines des services, du conseil et de l'ingénierie, il reste encore à apprécier sur le plan macro-économique l'impact de ces entreprises sur les territoires. Une autre approche, centrée sur les pratiques et les représentations des acteurs, montre une grande diversité des rapports au territoire, invalidant ainsi l'image d'une ESS unifiée dans son rapport au territoire. L'analyse comparative, sectorielle et territoriale de la place des coopératives de pêche dans les systèmes

productifs locaux montre la construction sociale de proximités professionnelles et institutionnelles, formes de résistance pour des économies en crise. L'exemple des coopératives sociales italiennes illustre l'importance des constructions sociales et politiques locales. Ces organisations fortement inspirées par des références politiques sont aujourd'hui confrontées à la concurrence du marché des services et cherchent à consolider leur position par la création de réseaux et de consortiums coopératifs.

### **Action publique territoriale comparée**

Les politiques publiques de structuration de l'ESS à différentes échelles territoriales conduisent à une reconnaissance institutionnelle qui se renforce dans le cadre de dispositifs de concertation et de soutien, générant ainsi des formes renouvelées d'influences et de dépendances réciproques. Les dispositifs d'appui à la création d'activité et d'emploi, la construction d'une gouvernance territoriale de l'ESS, les enjeux de formation et de professionnalisation des acteurs associatifs, l'action publique déléguée aux associations d'action sociale, le capital social généré par la création d'événements culturels sont autant d'exemples singuliers qui permettent de nommer la construction de formes d'alliances permettant la transition de politiques publiques en actions publiques concertées au service du développement des territoires.

### **Finances solidaires**

Ce chapitre cherche à mettre en lumière les enjeux de la microfinance, qui instaure sur le local un lien de solidarité médiatisé par la technique bancaire entre des populations qui ont des capacités de financement et celles qui sont exclues de l'accès au crédit par les banques commerciales ou coopératives. L'analyse spatiale est mobilisée pour apprécier et analyser la distribution territoriale de la microfinance et offrir quelques pistes de réflexion sur la progression de son implantation. Dans un autre registre, l'analyse des logiques de justification montre que les acteurs de la microfinance mobilisent

différentes formes d'argumentation pour développer leurs actions (créativité, convivialité, solidarité, engagement).

### Usages militants

Commerce équitable, systèmes d'échanges locaux, responsabilité sociale de l'entreprise, trois approches sectorielles des pratiques militantes étudiées autour du paradoxe de « *l'entre-soi pour les autres* ». L'étude du positionnement militant de ces organisations montre une forme d'usage politique qui permet la traduction de valeurs universelles dans un projet économique et social pragmatique. Cependant, l'observation de pratiques autocentrées portées par des communautés exclusives révèle une contradiction entre l'appartenance à un mode d'action et son impact plus global sur les territoires.

La conclusion de l'ouvrage souligne le lien historique entre l'invention de nouvelles formes de solidarités économiques et sociales et les crises qui affectent le modèle macroéconomique dominant. L'ESS apparaît ainsi à l'échelle des territoires comme une alternative crédible, ce qui justifie la mobilisation d'acteurs publics et privés engagés dans la mise en œuvre territoriale de nouvelles dynamiques produisant de nouveaux liens entre action publique et initiatives de la société civile.

*Alain Penven,*

*Collège coopératif, Cercoop, Rennes-2 ●*

### Créer et manager une association loi 1901 : une gestion au service de valeurs éthiques

*Jérôme Boncler, Patrick Valéau.*

*De Boeck, 2010, 234 pages.*

Les éditions belges De Boeck, au sein d'une nouvelle collection « Petite entreprise et entrepreneuriat », ont édité un nouveau titre, preuve du dynamisme croissant des éditeurs bruxellois sur le marché français : *Créer et manager une association loi 1901*. Rédigé par deux maîtres de conférences en gestion français, le livre essaie de dépasser ce cadre strict, à moins qu'il ne soit

la manifestation de la tendance expansionniste de cette nouvelle science sociale. Quoi qu'il en soit, le livre se démarque des guides classiques qui foisonnent sur les associations, qu'ils émanent de gestionnaires ou de juristes.

### Visées théoriques et pratiques

L'intérêt de l'entreprise consiste dans le pari des auteurs : faire un ouvrage à dimension théorique, mais à visée pratique, avec certainement une prédominance du second aspect. Le public cible est en effet avant tout celui de dirigeants (actuels ou potentiels) d'association, pour les aider à comprendre les outils de gestion auxquels ils devront faire face et ainsi en tirer profit, au lieu de les vivre comme des pensums imposés par la réglementation ou des financeurs bureaucratiques. Cependant, ces outils ne sont pas présentés de façon didactique ou synthétique, ils sont plutôt exposés dans leur diversité et leurs fonctions, comme une occasion de pousser le lecteur à réfléchir sur la vie de son association et la manière dont elle appréhende les questions de gestion abordées. Pour stimuler la réflexion, le livre présente de nombreux documents de contextualisation très bienvenus : citations d'acteurs associatifs, divers dans leur statut et le type d'association dont ils émanent ; comptes rendus de conseil d'administration ou d'assemblée générale.

La première partie de l'ouvrage tente d'identifier et de cerner ce que sont les associations, tant au regard de leurs valeurs (chapitre 1) qu'au regard de leur poids en France (chapitre 2). La deuxième partie adopte une perspective entrepreneuriale, en partant de l'émergence et de la conception du projet (chapitre 3) pour s'arrêter sur le principal moteur de cette dynamique, à savoir les entrepreneurs collectifs ou individuels (chapitre 4). La troisième partie étudie la conduite des associations, d'abord sous l'angle de leur direction ou, pour être plus mode, de leur gouvernance (chapitre 5), puis avec des objets plus techniques tels que la finance, la gestion des ressources humaines et le marketing (chapitre 6). Ne s'agissant pas d'une recherche fondamentale